régler en vue de promouvoir le rôle des partenariats public-privé dans le développement des infrastructures;

c) Leurs processus et procédures pour mettre en place des partenariats public-privé, y compris une bonne gestion de ces partenariats tout au long de leur durée;

d) Leurs cadres législatifs, réglementaires et institutionnels pour les partenariats public-privé en général et au niveau sectoriel en vue de repérer tout obstacle à leur efficacité;

e) Leurs obstacles internes et externes aux partenariats public-privé dans le domaine du développement des infrastructures;

f) Leur capacité de mettre en place des partenariats public-privé et d'en mesurer l'impact sur le développement;

g) La disponibilité de sources novatrices de capitaux pour répondre aux besoins de financement des projets de partenariat public-privé;

h) L'existence de mécanismes et d'instruments locaux de gestion des risques pour réduire ou atténuer les risques liés aux projets et réduire les coûts d'ensemble des projets;

3. *Encourage* les membres et membres associés, selon qu'il convient, à s'engager activement dans les initiatives de coopération régionale telles que : les réseaux; les programmes éducatifs et de formation; la compilation et la diffusion de l'information; la normalisation des contrats, des processus et des procédures; et la fourniture d'une assistance technique;

4. *Demande* à la Secrétaire exécutive, en collaboration avec les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies, les bureaux compétents du Secrétariat de l'ONU, les institutions financières internationales, les autres organisations ainsi que les donateurs bilatéraux :

a) D'aider les membres et membres associés à relever les défis inhérents au développement des infrastructures par i) la coopération régionale et interrégionale pour la mise en place de partenariats public-privé; et ii) l'organisation de réunions et la mise en place de réseaux régionaux destinés à promouvoir l'échange d'expérience et d'information;

b) D'aider les membres et membres associés, sur la base d'accords mutuels, à mettre en place leurs programmes de renforcement des capacités, y compris en ce qui concerne l'élaboration de cadres directifs pour les partenariats public-privé, la réforme de la législation et de la réglementation et les dispositifs administratifs concernant les partenariats public-privé;

c) De fournir un appui technique à la demande, afin d'aider à mieux préparer les membres et membres associés aux partenariats public-privé,

notamment en mettant au point des outils régionaux pour le financement et la gestion des risques en vue de réduire les coûts de transaction et en mettant au point des mécanismes de réduction des risques liés aux déséquilibres entre les monnaies;

d) De créer une équipe spéciale chargée de mettre au point les éléments d'une architecture financière régionale qui permettrait à la région Asie-Pacifique de disposer de davantage de capitaux pour le développement des infrastructures;

e) De mettre en place un réseau Asie-Pacifique des dispositifs et programmes de partenariat public-privé qui, entre autres choses, fournirait des services consultatifs et éducatifs ponctuels, diffuserait l'information sur les partenariats public-privé et coordonnerait les réunions régionales des dispositifs et programmes nationaux de partenariat public-privé;

f) De prendre en considération les besoins spéciaux des pays en développement sans littoral et de transit dans l'application de la présente résolution;

g) D'effectuer un examen périodique des progrès accomplis dans le développement des infrastructures grâce aux partenariats public-privé et de faire rapport à la Commission à sa soixante-dixième session sur l'exécution de la présente résolution.

*Cinquième séance plénière
19 mai 2010*

Résolution 66/6

Améliorer la sécurité routière en Asie et dans le Pacifique⁵⁸

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 57/309 du 22 mai 2003 et 58/9 du 5 novembre 2003 sur la crise mondiale de la sécurité routière, 58/289 du 14 avril 2004, 60/5 du 26 octobre 2005, 62/244 du 31 mars 2008, et 64/255 du 2 mars 2010 sur l'amélioration de la sécurité routière mondiale,

Rappelant également la Déclaration ministérielle sur l'amélioration de la sécurité routière en Asie et dans le Pacifique,⁵⁹ adoptée à la Conférence ministérielle sur les transports, tenue à Busan (République de Corée) du 6 au 11 novembre 2006, et la résolution 63/9 de la Commission, en date du 23 mai 2007, sur l'application de la Déclaration de Busan sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique et du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase I (2007-2011), ainsi que les résultats de

⁵⁸ Voir par. 71 à 84 ci-dessus.

⁵⁹ E/ESCAP/63/13, chap. IV.

la première session du Forum des ministres asiatiques des transports, tenue à Bangkok du 14 au 18 décembre 2009,⁶⁰

Prenant note que l'Assemblée générale, dans sa résolution 58/289, a invité l'Organisation mondiale de la santé, agissant en étroite collaboration avec les commissions régionales des Nations Unies, à assurer la coordination pour les questions de sécurité routière au sein du système des Nations Unies,

Notant la création en 2004, par l'Organisation mondiale de la santé, du Groupe des Nations Unies pour la collaboration en matière de sécurité routière, ainsi que les activités organisées par la suite dans ce cadre, y compris la convocation de onze réunions et l'élaboration d'un projet de plan d'action pour la décennie 2011-2020,

Prenant note que l'Assemblée générale, dans sa résolution 64/255, a reconnu le rôle des commissions régionales des Nations Unies et de leurs organes subsidiaires pour ce qui est de renforcer leurs activités relatives à la sécurité routière et de préconiser un engagement politique accru en faveur de la sécurité routière,

Saluant les recommandations de la Réunion d'experts de la CESAP sur l'amélioration de la sécurité routière, tenue à Bangkok du 2 au 4 septembre 2009, qui avait notamment souligné qu'il serait utile de constituer un guide des meilleures pratiques concernant l'amélioration de la sécurité routière dans la région,⁶¹

Se déclarant préoccupée par l'augmentation continue du nombre de morts et de blessés imputables aux accidents de la route dans la région de l'Asie et du Pacifique, en particulier dans les pays à revenu faible et moyen, et sachant que le taux de mortalité du transport routier est sensiblement plus élevé que celui des autres modes de transport,

Préoccupée par les souffrances humaines qu'entraînent les accidents de la route, par leurs incidences sociales et par le lourd fardeau qu'ils imposent aux pauvres, ainsi que par leurs effets sur le développement économique au niveau national,

Reconnaissant que la sécurité routière est une question d'intérêt public majeure, qui requiert un engagement politique vigoureux et des interventions efficaces afin de réduire de façon significative les décès, blessures et souffrances humaines causés par les accidents de la route,

Notant que l'augmentation rapide des immatriculations de véhicules dans la région de l'Asie et du Pacifique pourrait vite dépasser la capacité d'assurer la sécurité du public à travers les normes de sécurité automobile et l'infrastructure,

Saluant les efforts accomplis par les membres de la Commission pour mettre en œuvre les pratiques optimales, fixer des objectifs ambitieux et surveiller le nombre de décès causés par les accidents de la route,

Réaffirmant la nécessité de continuer de renforcer la coopération et le partage du savoir internationaux concernant la sécurité routière, compte tenu des besoins des pays à revenu faible et moyen,

Saluant la déclaration adoptée à la première Conférence ministérielle mondiale sur la sécurité routière avec pour thème « Il est temps d'agir », tenue à Moscou les 19 et 20 novembre 2009,⁶²

Rappelant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 64/255, a proclamé la période 2011-2020 Décennie d'action pour la sécurité routière, avec pour objectif de stabiliser puis réduire le nombre de décès que les accidents de la route devraient causer dans le monde selon les prévisions, et ce en intensifiant les activités nationales, régionales et mondiales visant à renforcer la sécurité routière,

Convenant que l'assistance technique et financière multilatérale à l'appui du renforcement des capacités destiné à améliorer la sécurité routière dans la région de l'Asie et du Pacifique devrait être fournie de façon prévisible et en temps utile, sans conditions injustifiables, en tenant compte de la situation propre de chaque pays, de ses besoins et priorités et du fait qu'il n'existe pas de solution unique applicable à tous,

1. *Encourage* les membres et membres associés à mettre en œuvre la résolution 64/255 de l'Assemblée générale en date du 2 mars 2010 sur l'amélioration de la sécurité routière mondiale;

2. *Réaffirme* l'importance de s'atteler aux questions relatives à la sécurité routière mondiale ainsi que la nécessité de poursuivre le renforcement de la coopération régionale, compte tenu des besoins des pays à revenu faible et moyen, y compris les pays les moins avancés, et ce en renforçant les capacités dans le domaine de la sécurité routière et en leur fournissant une aide financière et technique;

3. *Invite* tous les États membres à fixer leurs propres objectifs nationaux de réduction du nombre de victimes d'accidents de la route à atteindre d'ici à la fin de la Décennie;

4. *Invite également* les États membres, les organisations internationales, les banques de développement et les organismes de financement, fondations, associations professionnelles et entreprises du secteur privé à envisager de fournir un financement suffisant et supplémentaire pour les activités menées dans le cadre de la Décennie;

⁶⁰ Voir E/ESCAP/66/11.

⁶¹ Voir www.unescap.org/ttdw/roadsafety.

⁶² A/64/540, annexe.

5. *Prie* la Secrétaire exécutive, en coopération avec l'Organisation mondiale de la santé et les autres commissions régionales des Nations Unies, ainsi qu'avec les partenaires du Groupe des Nations Unies pour la collaboration en matière de sécurité routière et les autres parties prenantes :

a) De préparer un plan d'application pour la région Asie-Pacifique, devant être présenté en tant que contribution régionale à la Décennie d'action pour la sécurité routière;

b) De participer activement à la deuxième Semaine de la sécurité routière mondiale des Nations Unies, marquant le lancement de la Décennie, et d'encourager la participation des membres et des membres associés;

c) D'élaborer, en consultation avec les membres et membres associés de la Commission, un ensemble d'objectifs, cibles et indicateurs régionaux à atteindre d'ici à 2020, en vue d'apprécier et d'évaluer les progrès en matière de sécurité routière;

d) De coordonner le suivi régulier, dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour la collaboration en matière de sécurité routière, des progrès accomplis au niveau mondial dans la réalisation des objectifs figurant dans le plan d'action proposé, et d'apporter une contribution régionale aux rapports d'étape mondiaux sur la sécurité routière, et d'élaborer d'autres outils de suivi appropriés;

e) D'organiser des réunions régionales, sous-régionales et nationales pour faciliter la mise en œuvre régionale de la Décennie, et d'évaluer les résultats obtenus, sous réserve de la disponibilité des ressources financières nécessaires;

f) D'évaluer et d'apprécier la mise en œuvre de la présente résolution et de soumettre, selon qu'il convient, un rapport de situation à la Commission à sa soixante-huitième session.

*Cinquième séance plénière
19 mai 2010*

Résolution 66/7

Programme en faveur des villes du Pacifique⁶³

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Rappelant sa résolution 60/7 en date du 28 avril 2004 sur le Programme en faveur des villes du Pacifique, dans laquelle elle a prié la Secrétaire exécutive d'accorder la priorité à l'application du Programme,

Notant que le Forum des dirigeants des îles du Pacifique réuni en 2005 a adopté le Plan du Pacifique⁶⁴ qui, notamment, invite les pays insulaires du Pacifique à remédier aux problèmes croissants de l'urbanisation et à établir des plans et des politiques,

Reconnaissant les objectifs inscrits dans la Déclaration du Millénaire⁶⁵ au sujet de la pauvreté, en particulier l'objectif 1, réduire de moitié le nombre des pauvres à l'horizon de 2015 et l'objectif 7, cible 7 d), améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants des taudis à l'horizon de 2020,

Reconnaissant aussi que la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), tenue à Istanbul (Turquie), a demandé d'améliorer la vie des habitants des taudis et une bonne gestion urbaine pour prévenir l'urbanisation de la pauvreté,⁶⁶

Félicitant la Secrétaire exécutive pour les initiatives prises en collaboration avec le Forum des administrations locales du Commonwealth et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique au deuxième atelier régional du Programme en faveur des villes du Pacifique, tenu en 2007, d'affiner encore le Programme en faveur des villes du Pacifique en se concentrant sur les cadres institutionnels, les centres d'accueil urbains, l'environnement urbain et la qualité de la vie urbaine, ainsi que pour sa décision d'accueillir les bureaux du Chef du Programme pour le Pacifique du Programme des Nations Unies pour les établissements humains dans les locaux du bureau sous-régional de la CESAP du secrétariat pour le Pacifique afin de renforcer la coordination et la collaboration sous-régionales,

Prenant note de l'appui fourni par le Gouvernement australien, le Programme des Nations unies pour les établissements humains (Habitat) et le Planning Institute of Australia pour la création d'une association des planificateurs des îles du Pacifique,

Prenant note aussi de la réunion organisée en 2007 avec le soutien du Gouvernement australien et d'Habitat pour établir un plan d'action régional détaillant les priorités du Programme en faveur des villes du Pacifique, comprenant les institutions nécessaires pour définir et appliquer les politiques, les cadres réglementaires et législatifs liés à la planification nationale et aux procédures budgétaires, la coordination entre tous les niveaux de l'administration publique dans tous les secteurs et avec les partenaires de développement pour guider l'application des politiques et des projets urbains et créer des capacités dans le domaine de la planification ainsi que les organismes et les groupes professionnels spécialisés,

⁶⁴ Voir www.forumsec.org.fj/resources/uploads/attachments/documents/Pacific_Plan_Nov_2007_version.pdf

⁶⁵ Voir la résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

⁶⁶ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)*, Istanbul, 3-14 juin 1996 (Publication des Nations Unies, numéro de vente F.97.IV.6).

⁶³ Voir par. 85 à 97 ci-dessus.